Europe de l'Ouest

Le Canada a poursuivi en 1974 ses efforts en vue d'accroître ses échanges et de raffermir ses liens avec l'Europe de l'Ouest et plus particulièrement avec les pays membres de la Communauté européenne. C'est dans ce contexte que se plaçait l'événement marquant de l'année écoulée, à savoir la visite du premier ministre Trudeau en France et en Belgique. Si, dans le cas de la visite à Paris, c'est surtout l'aspect bilatéral de nos relations qui a retenu l'attention, en revanche l'étape bruxelloise mettait davantage l'accent sur la dimension multilatérale de nos rapports avec l'Europe de l'Ouest. A Bruxelles, en effet, M. Trudeau a présenté à la Commission des Communautés européennes le point de vue canadien sur l'établissement d'un lien contractuel entre le Canada et la Communauté européenne. Le premier ministre a fait également une visite à l'OTAN en témoignage de notre attachement continu à l'Alliance atlantique.

Cette visite était en réalité la première étape d'un voyage qui sera suivi en 1975 de visites à cinq autres pays membres de la CE, soit les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne (RFA), l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande.

France

L'année 1974 a été fort significative dans l'évolution des relations du Canada avec la France. La visite du premier ministre Trudeau à Paris au mois d'octobre a marqué avec éclat ce qu'on peut considérer comme le début d'un nouveau chapitre dans les rapports entre les deux pays. La coopération qui existait déjà dans les domaines scientifique, culturel, économique et autres se trouve augmentée par de nouveaux échanges techniques et industriels. La décision, par exemple, d'établir des groupes de travail sur l'énergie et la coopération industrielle contribuera à rendre plus fructueuse la réunion de la Commission économique franco-canadienne prévue pour mai 1975, et à favoriser la croissance du commerce bilatéral. En 1974, les exportations canadiennes sur le marché français ont dépassé les 300 millions de dollars, augmentation de 65 pour cent par rapport à 1973. L'annonce de l'ouverture prochaine d'un consulat général à Strasbourg est un autre témoignage de la volonté des deux gouvernements d'œuvrer à l'intensification des rapports bilatéraux. Cette nouvelle mission aura

de plus une dimension européenne puisqu'elle assurera la liaison avec le secrétaire du Conseil de l'Europe et facilitera les échanges entre les parlementaires canadiens et les membres de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et du Parlement européen qui siègent à Strasbourg.

Les contacts à un niveau élevé entre le Canada et la France se sont poursuivis à un rythme accru au cours de l'année écoulée. La présence du premier ministre Trudeau aux funérailles du président Pompidou en avril était un signe de l'estime et du respect que portait le Canada à ce grand homme d'État. Aux visites de M. Stanbury, ministre du Revenu, M. Ouellet, ministre des Postes, M. Marchand, ministre des Transports, M. Turner, ministre des Finances, M. Allmand, solliciteur général et M. Mackasey, qui avait succédé à M. Ouellet comme ministre des Postes, est venue s'ajouter en octobre la deuxième visite en France du premier ministre Trudeau au cours de 1974.

M. Trudeau a eu plusieurs entretiens avec le président Valéry Giscard d'Estaing et le premier ministre Chirac. Les conversations politiques aussi bien que tous les autres événements de la visite se sont déroulés dans une atmosphère des plus cordiales, presque familiale.

Tous ces contacts ont permis de consolider les liens intergouvernementaux par des rapports personnels entre responsables politiques. Signalons aussi les visites en France de nombreux dignitaires provinciaux, dont celle en décembre du premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa. La réunion annuelle de l'Association interparlementaire France-Canada, tenue à Paris en octobre, a mis en relief un autre aspect encore du resserrement des liens avec la France.

De son côté, le Canada a accueilli en 1974 les ministres français suivants: M. Jean Sauvagnargues (Affaires étrangères); M. Pierre Mazeaud (Jeunesse et Sports); Mme Simone Veil (Santé); M. Norbert Segard (secrétaire d'État au Commerce extérieur); et le Général François Maurin, chef d'État-major des Armées françaises.

L'étroite coopération politique entre le Canada et la France au sein des grands organismes internationaux tels que l'ONU, l'OTAN, l'OACI et l'Agence de Coopération culturelle et technique a également continué de